

Démographie, culture, politique : la condition indienne au Mexique

Pierre Beaucage

Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine
Volume 11, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006415ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/006415ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

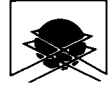
Beaucage, P. (1987). Démographie, culture, politique : la condition indienne au Mexique. *Anthropologie et Sociétés*, 11 (2), 13–31.
<https://doi.org/10.7202/006415ar>

Résumé de l'article

" Démographie, culture, politique : la condition indienne au Mexique "

À l'image des trente millions d'autochtones que compte l'Amérique latine aujourd'hui, les Indiens du Mexique vivent dans des conditions extrêmement variées. Cette variation ne peut manquer d'avoir un impact sur la viabilité des projets alternatifs de société qu'élaborent les nouveaux mouvements indiens. L'ethnodémographie révèle non seulement des contrastes régionaux marqués, mais aussi les importants changements survenus récemment dans la définition de l'indianité.

DÉMOGRAPHIE, CULTURE, POLITIQUE : LA CONDITION INDIENNE AU MEXIQUE¹



Pierre Beaucage

Comme l'immense majorité des autochtones actuels d'Amérique latine, les Indiens du Mexique ont été soumis à la domination séculaire d'une autre société : espagnole et coloniale d'abord, puis métisse et nationale. Leur culture et leur organisation sociale en portent aujourd'hui la marque profonde. Si le colonialisme leur a permis de subsister comme groupe distinct, après l'hécatombe du XVI^e siècle, le capitalisme national s'est employé, lui, à les assimiler (Barre 1982; G.R.A.L. 1982).

Mais les autochtones ont refusé de disparaître : on estime présentement leur nombre à une trentaine de millions (Bonfil-Batalla 1981a: 21), soit environ 10% de la population totale de l'Amérique latine. Démographiquement majoritaires au Guatemala et en Bolivie, ils n'en sont pas moins partout socialement minoritaires : dimension essentielle de l'*indianité imposée* par la société dominante. La condition indienne ne se réduit pas à la condition paysanne, même si la grande majorité sont agriculteurs et si leurs revendications économiques s'apparentent à celles des autres paysans pauvres latino-américains. Le Métis de la campagne, métayer ou journalier agricole, peut partager de nombreux « indicateurs socio-économiques » avec ses voisins quechuas ou nahuas, mais lui se considère (et est considéré) membre de plein droit de la société nationale, dont on exclut « tout naturellement » les indigènes².

Si l'idéologie courante exclut l'autochtone, le discours des sciences sociales, lui, a plutôt procédé par *réduction* : réduction théorique et méthodologique, qui ne reconnaît que le critère linguistique (« ce sont des paysans qui parlent un dialecte indigène »), réduction *sociale* à de multiples indicateurs qui ont en commun d'être tous négatifs (« analphabètes », « qui ne portent pas de chaussures »...), voire réduction *démographique*, lorsque les chercheurs acceptent des définitions officielles comme la mexicaine (la population indienne ne comprend que « les cinq ans et plus, car les autres n'ont pas encore eu le temps d'apprendre le dialecte » !).

¹ Les matériaux qui servent de base à cet article ont été recueillis lors de stages au Mexique, en 1984 et 1986, grâce à une bourse de travail libre et à une subvention de recherche du Conseil de la Recherche en Sciences humaines du Canada.

² L'auteur cubain Alejo Carpentier, issu d'une société qui ne compte plus d'Indiens, a été frappé par cette exclusion « naturelle » des autochtones de l'humanité, qui s'opère sur le continent : « Sans y mettre, bien sûr la moindre malice (...), il dit, tout naturellement : Nous étions trois hommes, et douze Indiens » (1969: 170).

Comme pour les libéraux du XIXe siècle, pour bien des penseurs et hommes politiques d'aujourd'hui, la construction d'une société civile en Amérique latine, comme contrepoids social et idéologique à la main-mise étrangère et à l'omniprésence militaire, ne saurait passer que par la disparition de la diversité ethnique, entrave parmi tant d'autres à un projet alternatif de société.

À l'opposé de cette conception marginalisante, nous essaierons de montrer ici le rôle moteur que peut jouer, dans certaines circonstances, l'appartenance ethnique, à la fois comme différence socioculturelle et comme perception de cette différence, pour un type de développement endogène que l'on pourrait appeler « ethnodéveloppement » (Bonfil-Batalla et al. 1982). Non seulement la culture indigène, lorsqu'ainsi comprise, apparaît-elle alors « pleine » et non en creux, mais la définition qu'ont les autochtones d'eux-mêmes et de leurs rapports avec la société globale y occupe la place centrale.

▣ Les Indiens dans l'histoire

De façon générale, on peut discerner trois grandes phases dans le développement des rapports entre sociétés amérindiennes et populations d'origine européenne. La première est celle du premier contact avec les Européens : choc brutal qui entraîne souvent la disparition pure et simple des autochtones : c'est ce qui s'est passé, massivement, tout au long du littoral atlantique de l'Amérique, aux XVIe et XVIIe siècles ; à l'intérieur des terres, le processus s'est poursuivi de façon continue jusqu'à nos jours, à mesure qu'on ouvrait de « nouvelles frontières à la civilisation » (voir Ribeiro 1979 ; Jaulin 1970 ; *De l'ethnocide* 1972). La même situation prévaut encore en divers points du continent, des deux côtés des frontières nord et ouest du Brésil, où se poursuit une expansion sauvage des fronts minier et agro-pastoral. Le choc (épidémiologique, économique, culturel) ne fut pas moins grand, il y a quatre siècles, pour les civilisations andine et mésoaméricaine (Aztèques, Mayas, Incas). La perception indigène qui correspond à cette phase est fréquemment apocalyptique : c'est, au sens littéral, la fin du monde (voir Léon-Portilla 1965 ; Wachtel 1971).

◇ La culture de résistance

La deuxième phase, pour les survivants, a été et est encore en nombre d'endroits, l'élaboration d'une « culture de résistance » : pour persister, la culture doit se transformer, entre autres en incorporant certains éléments-clefs de la nouvelle culture dominante (ce que Ribeiro (1979 : 55 et suiv.) a appelé la « transfiguration ethnique »). Le mode de vie traditionnel peut s'en trouver complètement bouleversé, comme chez les chasseurs de la prairie nord-américaine, ou évoluer de façon plus continue, comme dans les communautés agricoles mésoaméricaines, qui ont pu conserver un certain contrôle de leur milieu et de leurs rapports internes.

La résistance autochtone ne se limite donc pas aux soulèvements armés qui ponctuent l'histoire de l'Amérique latine : soulèvements dont il ne faut pas minimiser l'importance, cependant, et dont l'actualité nous offre deux exemples contrastés, celui des Mayas des hautes terres guatémaltèques et celui des Miskitos de la côte nicaraguayenne. De façon plus quotidienne et soutenue, la reproduction incessante d'une barrière ethnique, la définition de soi et des autres, l'organisation communautaire à la fois civile et religieuse, peuvent être vus comme autant de mécanismes pour préserver et élaborer sans cesse une identité distincte.

La mise en place de cette culture de résistance n'a rien eu cependant d'un phénomène harmonieux menant à une situation équilibrée. Elle a toujours impliqué des coûts sociaux élevés, dans un contexte où c'est l'Autre qui définit les critères de la vraie humanité. La société coloniale espagnole obligea les indigènes à adopter des institutions civiles et religieuses européennes qui légitimaient les rapports de domination; elle permit la préservation de larges volets des cultures indigènes puisque le maintien de la différence était essentiel à la bonne marche de l'Empire. Car seuls les Indiens étaient astreints au tribut, à la corvée, au *repartimiento* (travail forcé dans les mines et sur les grands domaines). La nouvelle culture indienne fut donc à la fois le produit de l'imposition du groupe dominant et de la sélection-réinterprétation du groupe dominé³.

Avec les indépendances et l'avènement de l'idéologie libérale, les nouveaux dirigeants, abandonnant un système de domination dans l'altérité, entreprirent activement l'assimilation des autochtones: conditions indispensables au progrès, défini suivant le modèle nord-américain. C'est alors que l'ensemble des institutions indiennes, précolombiennes et coloniales apparurent comme autant d'éléments de résistance. Mais là encore, si les communautés indigènes résistèrent à la vague assimilatrice, ce fut au prix de nouvelles adaptations: salariat, bilinguisme, scolarisation.

C'est cette culture de résistance qu'ont rencontrée et décrite, sans la nommer, les ethnologues. Sauf de rares exceptions, où la recherche a eu lieu sur la dernière « frontière culturelle » sud-américaine, nos études ont porté sur des autochtones-devenus-Indiens, c'est-à-dire impliqués dans de longs processus historiques d'imposition et d'acceptation-refus.

◇ L'impact des nouveaux mouvements indiens

Alors même qu'on annonçait leur disparition comme groupes distincts, des Indiens de plus en plus nombreux commencent à se faire entendre en divers points du continent. Au début, le mouvement apparaît à ce point aberrant aux chercheurs et aux groupes politiques traditionnels qu'il est qualifié de mystification. Surtout que les porte-parole de l'indianisme sont souvent des personnes « déjà acculturées », qui, selon l'expression de Labrousse, « réassument une appartenance ethnique que jusqu'ici ils s'efforçaient de dissimuler » (1985: 24). En outre, cette nouvelle forme d'appartenance implique un *travail* sur la culture traditionnelle: revalorisation, voire réapprentissage de la langue autochtone et des pratiques rituelles ou économiques, redéfinition des solidarités communautaires dans un espace élargi. On crée des structures nouvelles, locales, régionales, voire nationales (tels le Conseil national des peuples indigènes au Mexique, ECUARUNARI en Equateur) et internationales (Conseil indien d'Amérique du Sud, Conseil mondial des peuples autochtones).

L'ampleur du mouvement oblige bientôt les sceptiques à réviser leurs positions. D'abord plus visible en Amérique du Nord, il apparaît de façon indépendante dans les Andes dès le début des années 70, puis en Amérique centrale, en Colombie, au Brésil. Les diverses composantes de ce mouvement sont, bien sûr, profondément marquées par les contextes nationaux très divers où elles émergent. Le MITKA (Mouvement indien Tupaj Katari) de Bolivie affirme son indépendance de tous les partis non indiens et conteste

³ La chemise et la large culotte de coton blanc sont d'origine espagnole mais servent aujourd'hui aux Indiens à se distinguer des Métis... depuis que ces derniers ne les portent plus.

la légitimité de l'État « national » bolivien : le CNPI du Mexique appuie dans ses grandes lignes la politique gouvernementale (il est d'ailleurs affilié au parti officiel) mais critique fortement certains aspects de la politique agraire, tandis que les Indiens mayas du Guatemala se regroupent avec des militants *ladinos* dans des organisations politico-militaires, telles l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) et l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA), d'orientation marxiste.

Bien que l'importance prise par les divers mouvements oblige désormais les chercheurs à écarter l'hypothèse facile d'une simple manipulation des autochtones par quelques leaders « désindianisés », pour des raisons d'opportunisme politique, on est encore loin d'un consensus quant à l'avenir d'un tel processus dans les diverses situations nationales. D'un côté, bon nombre de chercheurs culturalistes, indigénistes et marxistes ont conservé, en la nuancant un peu, leur position de base concernant l'extinction inévitable des Indiens en Amérique latine (voir Diaz-Polanco et al. 1979; Favre 1982; Deverre 1980).

De plus en plus de chercheurs, cependant, reconnaissent qu'il existe un grand nombre de sociétés et de cultures indiennes historiques, c'est-à-dire qui ont survécu en se transformant. L'ethnicité indienne actuelle possède sa dynamique propre, avec ses mécanismes d'articulation mais aussi de fermeture à la société dominante.

Or, ce qui caractérise la période actuelle, c'est que des mouvements autochtones refusent de se situer à l'intérieur du dilemme statisme impossible / développement assimilateur. Ce qui est revendiqué, c'est l'*ethno*-développement, à savoir :

[l']élargissement et [la] consolidation des espaces de culture propre, à travers le renforcement de la capacité autonome de décision d'une société culturellement différenciée pour guider son propre développement et l'exercice de l'auto-détermination.

Déclaration de San José in Bonfil-Batalla 1982: 24

Si le groupe est défini par sa culture, celle-ci n'est plus restreinte à un quelconque « contenu traditionnel », comme le voulaient les culturalistes et une certaine tendance ethniciste. L'aspect principal est plutôt ce qu'on appelle le « contrôle culturel », c'est-à-dire la « capacité sociale de décision sur les ressources culturelles », qu'elles soient matérielles ou symboliques (*id.*: 134-135). Et l'appartenance d'un individu à une telle collectivité apparaît désormais une réalité autonome, irréductible à sa seule position dans les rapports de classes. Conséquemment, alors que les luttes indiennes étaient soit évacuées comme des phénomènes marginaux, rétrogrades même, soit ramenées à la seule lutte des classes, elles sont dorénavant resituées dans un processus séculaire d'adaptation-résistance, qui possède des dimensions économiques (revendications agraires et territoriales) autant que politiques (de l'auto-détermination à l'auto-gestion) et culturelles (communications et scolarisation en langue autochtone, etc.).

L'avenir de ces nouveaux mouvements indiens ne repose pas seulement sur la sincérité des dirigeants et l'enthousiasme de la base : il dépend aussi d'un certain nombre de facteurs matériels : démographie, économie, scolarisation, bilinguisme, etc.

Pour évaluer ces facteurs, nous avons choisi le cas du Mexique. Au plan de la question indienne, ce pays occupe en Amérique latine une position intermédiaire : les Indiens n'y représentent pas une majorité, comme en Bolivie et au Guatemala, ni une proportion minimale de la population, comme au Brésil ou en Colombie.

▣ Le fait indien au Mexique : la dimension territoriale

Ce qui frappe avant tout, quand on examine la distribution territoriale de la population autochtone au Mexique, c'est l'hétérogénéité. Hétérogénéité ethnique, puisqu'on dénombre près d'une quarantaine de groupes distincts; fragmentation géographique de plusieurs groupes (comme les Nahuas) qui occupent des territoires distincts pouvant être séparés par des centaines de kilomètres; clivage, enfin, entre le nord, essentiellement métis, et le sud et le sud-est, où la population autochtone est centrée (voir la carte).

L'analyse des statistiques ethniques confirme la diversité des situations dans chaque état (voir le tableau 1). Elle met en lumière également une dynamique ethnique assez similaire, à l'œuvre sur les divers points du territoire. Dans la plupart des régions, on retrouve à peu près la même tendance générale : la population indigène connaît un accroissement rapide en nombres absolus, depuis 30 ans, mais décline légèrement en proportion de l'ensemble (de 11 à 9%, au niveau national). Dans une seule région on assiste pendant cette période à une réduction dramatique de la proportion d'Indiens : il s'agit de l'état de Mexico, qui subit le contrecoup de l'expansion de la capitale – laquelle passe de trois à vingt millions d'habitants dans l'intervalle. Il n'y a que deux autres états, le Yucatan et le Campêche, où la chute soit importante, de plus de dix points.

Les états du nord et du centre ont des moyennes inférieures à 10%, la moyenne nationale, à l'exception de ceux du centre-est (Hidalgo, Puebla, San Luis Potosi et Vera-cruz), région qui correspond à la « zone de refuge » de la Sierra Madre Oriental. À l'opposé, l'état de Oaxaca compte à lui seul plus d'un million d'autochtones (44% de sa population totale) tandis que les quatre états du sud-est renferment près d'un million et demi d'indigènes (soit entre 21 et 54% de leurs populations respectives).

On peut dégager de ce qui précède qu'au Mexique, comme dans les autres pays latino-américains à forte population indigène, cette dernière constitue aujourd'hui un segment stable de la société globale : en termes absolus, les ethnies indiennes sont en pleine expansion malgré les défections constantes liées à l'exode rural. Mais il apparaît aussi clairement qu'on ne peut établir un diagnostic précis du fait indien au Mexique sans examiner les diverses situations régionales.

◇ La démographie des groupes ethniques

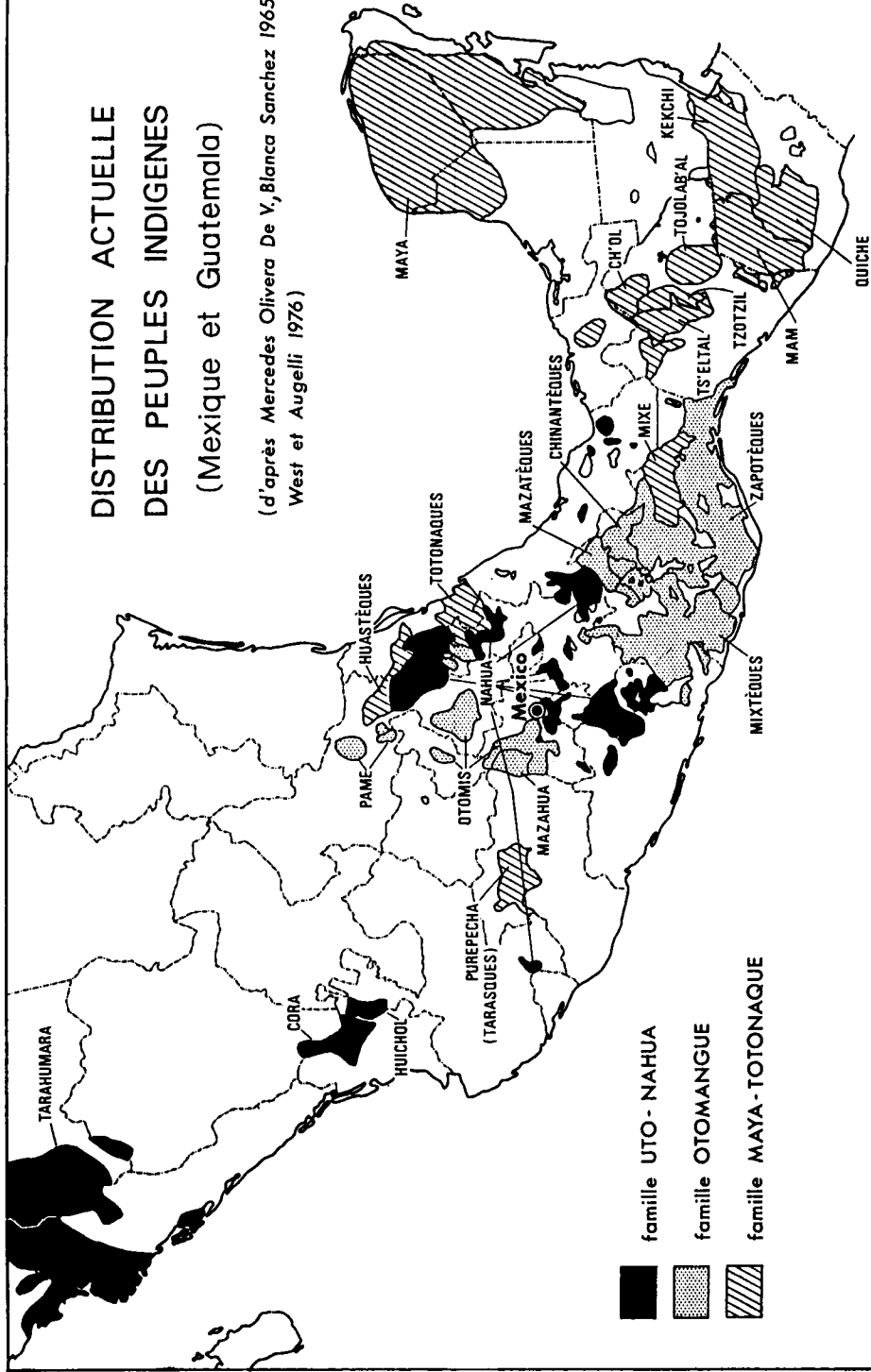
J'adopterai ici la classification de Varese (1982) qui distingue trois grands types de sociétés indigènes en Amérique latine : les *macro-ethnies*, dont les membres se comptent par centaines de milliers, voire par millions; les *ethnies intermédiaires* qui regroupent des dizaines de milliers d'individus, et les *micro-ethnies*, avec chacune quelques centaines ou quelques milliers de membres.

○ Les macro-ethnies

Plus de 80% des quelque 30 millions d'Indiens que comptent présentement l'Amérique latine appartiennent à quelques macro-ethnies des Andes (Quéchuas, Aymaras) et de la Més-Amérique (Mayas, Nahuas, Mixtèques, Zapotèques...). Paradoxe apparent, ces groupes sont situés dans les zones où la colonisation européenne est la plus ancienne (XVI^e siècle) et où l'hécatombe fut la plus violente, en nombres absolus. Ces ethnies se

DISTRIBUTION ACTUELLE DES PEUPLES INDIGENES (Mexique et Guatemala)

(d'après Mercedes Olivera De V. Blanca Sanchez 1965.
West et Augelli 1976)



TABLAU 1

Distribution de la population indigène sur le territoire mexicain (1950-1980)

	<i>Population indienne (1950)</i>	<i>% de la population totale</i>	<i>Population indienne (1980)</i>	<i>% de la population totale</i>	<i>Écart 1980 - 1950</i>
États du nord et du centre**					
Chihuahua	26 102	3,1	79 654	4,0	53 457
Hidalgo	208 871	25,2	353 387	22,8	144 716
Jalisco	6 166	-	75 302	1,7	69 136
Mexico	212 850	15,6	419 072	5,5	206 222
Michoacan	59 620	4,3	131 743	4,6	72 123
Puebla	345 919	21,6	567 584	17,0	221 665
San Luis Potosi	103 600	12,4	224 705	13,4	121 105
Sonora	29 137	5,8	71 092	4,7	41 955
Tlaxcala	25 827	9,2	45 093	8,1	19 264
Véracruz	293 906	14,7	737 451	13,6	443 545
États du sud et du sud-est					
Oaxaca	682 387	48,4	1 036 102	43,7	353 715
Guerrero	144 992	16,0	319 100	15,1	174 108
Campêche	38 158	31,9	86 639	21,3	51 481
Chiapas	230 334	26,2	572 907	27,5	342 573
Tabasco	28 472	8,1	65 718	6,2	37 246
Quintana Roo	11 162	43,7	96 013	42,5	84 851
Yucatan	324 860	63,8	569 718	53,6	244 858
TOTAL*	2 896 406	11,2	6 024 463	9,0	3 128 057

* Chiffres établis à partir du recensement de 1950 (cité par Marino-Flores 1967: 22) et du Xe Censo General de Poblacion y Vivienda 1980, (Secretaria de Programacion y Presupuesto, 1984), corrigés pour inclure les cinq ans et moins.

** Nous n'avons inclus ici que les états qui comptaient en 1980 plus de 50 000 autochtones.

sont reconstituées au plan démographique autant que culturel sous quatre siècles de domination : c'est ici que l'expression « culture de résistance » prend tout son sens.

Pour sa part, le Mexique comptait, en 1980, 6 024 500 Indiens, si on ne tient compte que du facteur linguistique. Plus de cinq millions d'entre eux appartiennent à une quinzaine de macro-ethnies qui relèvent de trois grandes familles : nahua et oto-mangue au centre et au sud, mayance au sud-est. Le tableau 2 illustre la dynamique démographique de ces divers groupes.

La tendance à l'accroissement, déjà observée, vaut pour chacune des ethnies recensées, même les plus petites : aucune n'a moins de membres en 1980 qu'en 1950. Certains accroissements sont tels, d'ailleurs, qu'ils impliquent qu'une redéfinition de l'appartenance a eu lieu. Ainsi les Tzeltals du Chiapas passent de 48 000 à 215 000 en trente ans, ce qui semble difficilement attribuable à la seule natalité ! À défaut de recherches plus poussées, je suggère deux hypothèses, non exclusives par ailleurs : a) un nombre croissant d'autochtones « avouent » leur identité ethnique véritable aux enquêteurs du recensement et b) ces derniers, qui sont souvent des Indiens scolarisés, n'ont plus honte d'indiquer le nombre réel d'indigènes dans leur communauté. Dans l'un et l'autre cas, cela indiquerait le début d'un processus de revalorisation de l'appartenance indienne aux yeux des autochtones eux-mêmes. Dans l'état actuel de la recherche, il est pratiquement impossible de faire la part des facteurs naturels (natalité, mortalité, migrations) et des facteurs culturels dans l'interprétation des statistiques ethniques, au Mexique comme ailleurs en Amérique latine. On peut cependant affirmer que, pour les trois groupes qui manifestent la croissance la plus élevée (Tzeltals, Chols et Purépéchas) une redéfinition de l'appartenance ethnique a certainement eu lieu, puisque les chiffres dépassent le maximum possible, même dans l'hypothèse extrême d'un accroissement de 3% par an (142% en 30 ans).

Par ailleurs, la région sud, où la croissance globale apparaît moindre, correspond pour l'essentiel à l'état de Oaxaca, où la proportion d'Indiens est traditionnellement la plus élevée (voir le tableau 1). Je crois qu'il faut y voir le résultat d'un taux d'émigration beaucoup plus élevé qu'ailleurs, Oaxaca constituant l'un des états les plus pauvres de la République. L'acculturation peut jouer le même rôle pour certaines ethnies du centre du pays.

De façon générale, je crois qu'on peut écarter l'hypothèse d'une exagération du nombre d'indigènes dans le recensement de 1980 : dans le contexte actuel, ni l'individu ni la communauté n'ont d'avantage matériel ou politique à retirer de l'affirmation de leur indianité.

Globalement donc, les macro-ethnies autochtones, avec cinq millions de membres et des effectifs qui doublent en trente ans, ne présentent pas de signes d'effritement, même si l'on observe que certaines d'entre elles sont soumises à des pressions économiques et culturelles particulièrement fortes. Soulignons que leur proportion se maintient tout juste, pendant ces trente années par rapport à celle de la population non indienne qui connaît également une explosion démographique.

○ Les ethnies intermédiaires et les micro-ethnies

Si les quinze grands groupes indiens occupent au Mexique la plus grande place, plus d'un demi-million d'entre eux appartiennent à des groupes qui comptaient en 1980 moins

TABEAU 2
Évolution démographique des grandes ethnies indiennes du Mexique (1950-80)*

	Population en 1950	Population en 1980	Accroissement (valeur absolue)	Accroissement (pourcentage de 1950)
Ethnies du centre**				
1 - Huastèques	77 495	120 684	43 189	55,7
2 - Mazahuas	97 585	225 727	128 142	131,3
3 - Nahuas	745 737	1 601 150	855 413	114,7
4 - Otomis-Pames	215 879	362 603	146 724	68,0
5 - Purépéchas (Tarasques)	51 281	137 923	86 642	169,0
6 - Totonèques	124 065	227 910	103 845	83,7
Ethnies du sud				
7 - Chinantèques	41 458	89 636	48 178	116,2
8 - Mazatèques	90 151	144 391	54 240	60,2
9 - Mixes	53 606	86 143	32 537	60,7
10 - Mixtèques	215 663	375 741	160 078	74,2
11 - Zapotèques	263 950	491 787	227 837	86,3
Ethnies du sud-est				
12 - Chols	36 208	113 693	77 485	214,0
13 - Mayas (du Yucatan)	381 682	773 694	392 012	102,7
14 - Tzeltals	51 138	250 169	199 031	389,2
15 - Tzotzils	87 008	155 103	68 095	78,3
TOTAL des macro-ethnies	2 532 906	5 156 354	2 623 448	103,6
TOTAL indigènes	2 896 406	6 024 263	3 127 857	108,0
% des macro-ethnies	87,4	85,6	83,9	

* Chiffres établis à partir du recensement de 1950 (cité par Marino-Flores 1967: 22) et du *Xe Censo General de Poblacion y Vivienda 1980*, (Secretaria de Programacion y Presupuesto, 1984), corrigés pour inclure les cinq ans et moins.

** Nous avons défini comme « macro-ethnies » celles qui comptaient en 1980 au moins 75 000 membres.

de 75 000 membres (toujours sur la base de la langue parlée). Leur situation est beaucoup plus diversifiée que celle des macro-ethnies (voir le tableau 3).

En premier lieu, cinq d'entre eux, les Kikapus, les Papagos, les Pimas, les Sérís et les Yumas, comptent moins de mille membres. La survie de leur identité indienne est extrêmement précaire, car ils ne représentent que quelques villages noyés dans une mer hispanophone, dans la partie nord du pays. L'absence de territoires indiens bien délimités (notion inconnue au Mexique) ne fait qu'accroître la pression qui pèse sur eux de la part des agriculteurs et éleveurs métis des régions avoisinantes. Deux autres ethnies du nord-ouest, les Yaquis et les Tépéhuas, vivent des situations analogues, bien que leurs effectifs soient respectivement de 3 000 et 5 000 membres.

Seuls au nord-ouest, les Tarahumaras et les Mayos, avec des populations de 72 000 et 65 000 respectivement, semblent posséder à la fois la base démographique et la concentration géographique pour pouvoir affronter sans mal l'intensification des contacts de toutes sortes qui caractérisent la société mexicaine d'aujourd'hui. Telle est également la situation de la majorité des ethnies intermédiaires du centre et de l'ouest. On remarque d'abord, mais sur une plus grande échelle encore, le phénomène de la redéfinition de l'indianité, qui se traduit par le gonflement de la majorité des groupes de l'ouest et du nord, au point de rendre futile toute tentative de projection démographique. Dans le même sens, onze ethnies, « invisibles » en 1950, sont apparues depuis... Tandis que les Kikapus, peut-être à cause de leur citoyenneté incertaine, disparaissent...⁴

Les chiffres les plus fiables, ceux de 1980, nous montrent l'existence de 19 ethnies intermédiaires, qui comptent entre 10 000 et 60 000 membres, habitant généralement un territoire d'un seul tenant. À la différence des micro-ethnies, ces groupes semblent avoir dépassé le seuil critique, pour ce qui est de la perpétuation linguistique et culturelle.

On peut cependant noter une différence importante entre ceux du sud et du sud-est, d'une part, et ceux du centre, de l'ouest et du nord, d'autre part. Ces derniers sont entourés d'une population métisse beaucoup plus nombreuse, en partie constituée par l'acculturation des communautés à la périphérie du territoire autochtone. Dans ces conditions, même un fort taux de natalité ne pourra pas combler à lui seul la perte d'effectifs qu'entraînent l'émigration et l'acculturation de ces ethnies.

La situation est en général différente dans le sud et le sud-est. Même si leurs nombres ne sont guère plus élevés que les précédentes, les ethnies intermédiaires d'Oaxaca et du Chiapas avoisinent d'autres groupes autochtones. Or les pressions acculturatrices entre groupes indiens sont très faibles comparées à celle qu'exerce la culture dominante. Ici, on peut donc considérer que les conditions géographiques et culturelles offrent aux ethnies intermédiaires une marge de manœuvre relative, écartant toute menace de disparition à court terme.

⁴ Les Kikapus, d'origine algonquienne, ont émigré au nord du Mexique à partir des États-Unis, pendant la période du génocide indien qui marqua la fin du XIX^e siècle. Ils négocient présentement la double nationalité.

TABLAU 3
Évolution démographique des micro-ethnies et ethnies intermédiaires du Mexique (1950-1980)*

	<i>Population en 1950</i>	<i>Population en 1980</i>	<i>Accroissement (valeur absolue)</i>	<i>Accroissement (pourcentage de 1950)</i>
Ethnies du centre, de l'ouest et du nord				
1 - Coras	3 625	14 198	10 573	291,7
2 - Huichols	4 001	60 146	56 145	1403,5
3 - Kikapus	580	n.d.	n.d.	n.d.
4 - Mayos	36 021	65 409	29 388	81,6
5 - Popolocas (du Veracruz)	19 909	27 564	7 655	38,4
6 - Tarahumaras	21 368	72 406	51 038	238,9
7 - Tépéhuas	n.d.	9 845	n.d.	n.d.
8 - Tépéhuanos	5 425	20 650	15 225	280,6
9 - Papégos	n.d.	274	n.d.	n.d.
10 - Pimas	n.d.	641	n.d.	n.d.
11 - Sérís	n.d.	564	n.d.	n.d.
12 - Yaquis	3 062	10 767	7 704	251,5
13 - Yumas	n.d.	706	n.d.	n.d.
Ethnies du sud				
14 - Amuzgos	14 878	21 644	6 766	45,5
15 - Chatinos	15 597	23 830	8 283	53,1
16 - Chocho	n.d.	14 280	n.d.	n.d.
17 - Chontals (d'Oaxaca)	n.d.	9 380	n.d.	n.d.
18 - Cuicatèques	n.d.	16 420	n.d.	n.d.
19 - Tlapanèques	21 041	63 877	42 836	203,5
20 - Triques	n.d.	9 553	n.d.	n.d.
Ethnies du sud-est				
21 - Chontals (de Tabasco)	28 655	33 580	4 925	17,2
22 - Huévas	n.d.	11 567	n.d.	n.d.
23 - Tojolabals	n.d.	25 904	n.d.	n.d.
24 - Zoques	20 907	35 954	15 047	72,0

* Voir notes du Tableau 2.

▣ Dynamique actuelle des cultures autochtones

Il serait extrêmement hasardeux de risquer un diagnostic global de l'évolution des cultures autochtones au Mexique, compte tenu de la diversité des situations que nous avons mentionnées. Cependant, on peut affirmer sans risque d'erreur que la tendance globale de la société mexicaine est à l'intensification rapide des contacts de tous ordres entre ses diverses composantes : l'économie monétaire a pénétré les communautés même les plus reculées, le réseau routier atteint les massifs montagneux, zones de refuge traditionnelles des peuples indiens, l'école, la radio, et même parfois la télévision sont une réalité quotidienne pour un nombre croissant d'autochtones.

Le taux de bilinguisme des diverses ethnies peut nous fournir un indice intéressant, bien qu'approximatif, de l'intensité des contacts entre chacune d'elles et la société nationale mexicaine. Sans attribuer une valeur fétiche à la langue comparativement à d'autres facteurs de l'ethnicité, j'utiliserai le phénomène du bilinguisme pour son double avantage : il représente la condensation de plusieurs niveaux d'interaction (économique, culturelle) et il est, plus que d'autres, mesurable avec une certaine fiabilité.

Le tableau 4 révèle une tendance générale à un bilinguisme de plus en plus poussé, la proportion moyenne d'unilingues passant de 32 à 23% en trente ans. (J'exclus ici les cas aberrants, comme ceux des Coras et des Popolocas de Veracruz où une sous-évaluation particulièrement flagrante a été corrigée en 1980.) Cette tendance commune recouvre cependant des situations concrètes fort différentes.

Dans les régions du centre et du nord, ce sont pour la plupart les micro-ethnies qui possèdent 10% ou moins d'indigènes unilingues : ce qui confirme notre hypothèse concernant l'importance des pressions assimilatrices qui pèsent sur elles. À la différence des micro-ethnies de la forêt sud-américaine (Varesé 1975: 382 et suiv.), celles de la Mésos-Amérique ne peuvent compter sur de vastes étendues peu peuplées pour atténuer le choc du monde entier. Au Mexique central, les contacts avec les non Indiens sont constants et présentent un défi immédiat à la survie des groupes.

Les ethnies intermédiaires de la même région possèdent quant à elles des noyaux d'unilinguisme qui varient entre 14 et 27%. Ce qui signifie que, malgré une ouverture très large vers l'extérieur, il se trouve encore des secteurs de la population (femmes, personnes âgées) pour qui le milieu linguistique autochtone constitue encore le cadre de référence unique. L'existence d'un tel noyau prend une grande importance dans la perspective de la revitalisation de la culture indienne, présentement à l'œuvre au sein de certains groupes.

Il est important de noter que, sur le plan du bilinguisme, la situation de trois macro-ethnies du centre (les Mazahuas, Purépéchas et Otomis-Pames) n'est guère différente de celle des ethnies intermédiaires de la région. Une cause en est, bien sûr, la proximité des grands centres urbains métis, dont la mégapole de Mexico, avec ses vingt millions d'habitants, mais la fragmentation géographique des ethnies joue également un grand rôle, en multipliant les fronts de contact. Si les Nahuas et les Totonagues montrent encore des taux importants d'unilinguisme, c'est largement à cause des populations beaucoup plus compactes de la région orientale.

Dans la région sud, les situations sont beaucoup plus diversifiées, mais on observe les mêmes similitudes entre groupes intermédiaires et macro-ethnies. Il en est qui possèdent une forte ouverture vers l'extérieur (Zapotèques, Chontals, Chocho), et d'autres

TABLEAU 4

Évolution du bilinguisme chez les groupes autochtones du Mexique 1950-80 :
proportion d'indigènes unilingues

<i>Macro-ethnies</i>			<i>Micro-ethnies et ethnies intermédiaires</i>		
Ethnies du centre, de l'ouest et du nord :			Ethnies du centre, de l'ouest et du nord :		
	1950	1980		1950	1980
1 - Huastèques	25,9	17,3	1 - Coras	7,3	27,0
2 - Mazahuas	19,3	9,3	2 - Huichols	30,0	14,3
3 - Nahuas	33,2	21,0	3 - Kikapus	26,4	n.d.
4 - Otomis-Pames	31,0	15,4	4 - Mayos	8,1	6,5
5 - Purépéchas	18,5	13,4	5 - Popolocas (Vér.)	9,1	15,1
6 - Totonèques	50,9	29,9	6 - Tarahumaras	44,3	22,0
			7 - Tépéhuas	n.d.	16,4
			8 - Tépéhuanos	33,8	14,1
			9 - Papagos	n.d.	7,6
			10 - Pimas	n.d.	2,5
			11 - Séris	n.d.	10,9
			12 - Yaquis	7,5	14,0
			13 - Yumas	n.d.	6,0
Ethnies du sud :			Ethnies du sud :		
7 - Chinantèques	44,0	24,4	14 - Amuzgos	45,5	49,9
8 - Mazatèques	60,8	38,5	15 - Chatinos	61,0	35,8
9 - Mixes	45,6	32,7	16 - Chochoas	n.d.	10,1
10 - Mixtèques	41,5	29,2	17 - Chontals (Oax.)	n.d.	6,3
11 - Zapotèques	26,7	15,8	18 - Cuicatèques	n.d.	14,5
			19 - Tlapanèques	n.d.	67,4
			20 - Triques	n.d.	43,8
Ethnies du sud-est :			Ethnies du sud-est :		
12 - Chols	60,7	39,4	21 - Chontals (Tab.)	6,2	8,8
13 - Mayas	15,6	13,5	22 - Huaves	n.d.	23,7
14 - Tzeltals	70,0	47,0	23 - Tojolabals	n.d.	30,5
15 - Tzotzils	58,9	43,5	24 - Zoques	26,7	16,4

Sources : Marino-Flores (1967: 22) et *Xe Censo General de Poblacion y Vivienda 1980* (Secretaria de Programacion y Presupuesto, 1984).

plus nombreux qui apparaissent beaucoup plus fermés (Mazatèques, Mixes, Amuzgos, Chatinos...). Le taux d'unilinguisme indigène y est beaucoup plus élevé, en général, qu'au centre, ce qui correspond à l'existence de vastes zones (et non plus seulement de communautés ou de groupes d'âge) où domine la culture indienne.

Au sud-est, enfin, on retrouve une homogénéité culturelle tout aussi grande, particulièrement chez les macro-ethnies, avec des taux d'unilinguisme qui dépassent même les 40% (Tzeltals, Tzotzils, Chols). La grande exception est constituée par les Mayas du Yucatan, où règne depuis longtemps parmi la population rurale un bilinguisme généralisé, sans entraîner, semble-t-il, une érosion marquée de la langue indigène.

L'examen de la dimension linguistique suggère que, dans tous les groupes autochtones, la majorité des Indiens sont désormais soumis à un contact prolongé avec la langue et – peut-on supposer – des aspects importants de la culture dominante : plus spécialement dans les domaines de l'économie, de l'éducation formelle et de l'administration. Le phénomène est déjà ancien et, sur de vastes parties du territoire méso-américain, il a entraîné, au cours des siècles, l'assimilation de centaines de milliers d'Indiens. (En fait, ce qu'on appelle aujourd'hui la « population métisse » résulte beaucoup plus d'une assimilation des autochtones que d'un métissage biologique.) Une telle issue n'est pas inévitable cependant : les ethnies amérindiennes, surtout quand elles sont constituées de dizaines de milliers de membres occupant un territoire contigu, semblent pouvoir préserver et même développer les secteurs essentiels de leur culture, malgré la proximité de centres urbains importants (ainsi les Mazahuas, Otomis-Pames et Nahuas du plateau central).

Cette « persistance » ne doit cependant pas nous faire oublier que les macro-ethnies et même les ethnies intermédiaires sont essentiellement aujourd'hui des entités en soi dont la plupart des membres ne possèdent pas (ou plus, ou pas encore...) de conscience de groupe autre que communautaire ou régionale. Par exemple, l'ethnie nahua, la plus nombreuse avec un million et demi de membres, est éclatée géographiquement et ses divers segments séparés par de vastes étendues peuplées de non Indiens (voir la carte). Les membres de ces divers segments ne possèdent qu'une idée extrêmement vague de leur importance démographique et de leur extension, idée formée au hasard des échanges et des migrations. Par ailleurs, le sentiment d'appartenance de l'immense majorité des autochtones est encore plus restreint, il ne dépasse pas les limites d'une sous-région. Ainsi l'horizon réel de l'univers ethnique des Nahuas de la Sierra Norte de Puebla comprend environ 300 000 Indiens, dont 200 000 Totonèques, leurs voisins, avec lesquels ils ont de nombreuses affinités culturelles. Ils savent qu'on parle leur langue dans la vallée de Puebla, au sud, « bien qu'on ait du mal à les comprendre », qu'il y a « beaucoup, beaucoup d'Indiens » en Oaxaca et au Chiapas, mais ils ne connaissent ni les langues ni même les noms.

Même lorsque les autochtones occupent une région étendue, comme au Chiapas, au Yucatan, en Oaxaca, l'ethnie ne constitue pas, depuis la Conquête, une entité organique : avec la disparition des superstructures politiques et religieuses précolombiennes, le groupe a été réduit au niveau de ses communautés, dont chacune fut rattachée aux nouveaux centres du pouvoir. La communauté, cadre de la vie quotidienne avant l'arrivée des Espagnols, s'est par la suite chargée de toute l'organisation proprement indienne et de l'appartenance profonde de l'individu; d'où le foisonnement de particularismes linguistiques et culturels. Ainsi, chez les Mayas des hautes terres du Chiapas, chaque municpe possède en propre ses spécialités économiques et ses particularités linguistiques et vestimentaires.

Or, comme nous le verrons maintenant, la société globale dispose aujourd'hui de moyens beaucoup plus nombreux et efficaces de pénétration dans les communautés indigènes, depuis la scolarisation obligatoire en espagnol jusqu'aux médias électroniques. De sorte que les barrières traditionnelles à l'assimilation – le repli sur le village « derrière la colline » – représentent désormais de bien faibles obstacles face à un État fort et centralisé qui orchestre les diverses mesures d'« intégration nationale »... c'est-à-dire de désindianisation des autochtones.

☒ La politique de l'État mexicain et les mouvements indiens

L'État issu de la révolution mexicaine s'est doté d'une politique « indigéniste », c'est-à-dire d'un ensemble de mesures destinées à résoudre la « question indienne » (*el problema indigena*). Cette « solution », élaborée au fil des ans, allait dans le sens de l'intégration-assimilation des autochtones, seule voie pleinement satisfaisante pour un État capitaliste moderne. L'Institut national indigéniste (INI), créé en 1948 et dépendant, bien sûr, du ministère de l'Éducation, se vit confier une mission explicite et qui n'a pas été modifiée malgré les changements de vocabulaire : « Notre problème indigène n'est pas de garder l'Indien, Indien, ni d'indianiser le Mexique, mais de mexicaniser l'Indien »⁵.

Cependant, à la différence des secteurs ouvrier et paysan, où l'avènement d'une politique nationale s'est doublée de la mise en tutelle des organisations populaires, il manquait encore un cadre institutionnel spécifique d'encadrement des indigènes. L'occasion en a été fournie par la vague d'agitation qui parcourut les régions indiennes – comme l'ensemble du monde rural mexicain – pendant les années 70. En même temps que l'État effectuait des réformes, il favorisait la mise sur pied de la Confédération nationale des peuples indigènes (CNPI) pour représenter « tous les indigènes du pays ». Avec des ramifications dans toutes les régions où œuvre l'agence officielle (l'INI), elle devait aider à régler « de façon légale et pacifique » les nombreux problèmes auxquels les autochtones doivent faire face. Elle offrait en même temps une tribune à la jeune élite indigène issue des programmes de *castellanización* (enseignement de l'espagnol) et d'éducation des années 60 et 70, pour qui les conditions de vie traditionnelles étaient inacceptables. Enfin, elle conférait au Mexique une image internationale progressiste en lui donnant un rôle de leader dans la reconnaissance des revendications indiennes.

Si l'organisation a fait siennes plusieurs des revendications des communautés⁶, elle a dû accepter les limites rigides qu'impose le modèle corporatiste dominant, devant même s'affilier au PRI à travers la centrale paysanne. Or ce modèle privilégie la négociation au sommet, à l'exclusion d'une mobilisation à la base; en outre, la fragmentation administrative imposée en fonction de la distribution géographique des agences de l'INI ne permet qu'une unité théorique entre les divers groupes ethniques, voire même entre les divers segments d'une même ethnie. Ainsi, dans la Sierra, la présence d'un *Centro Coordinador* de l'INI a entraîné la mise sur pied d'un Conseil suprême nahuatl à Zaca-poaxtla, soit en marge du gros de la population indienne; l'action de ce « conseil » est

⁵ Paroles du président Cardenas au Premier Congrès indigéniste interaméricain, à Patzcuaro, en 1940 (cité par Warman et al. 1970: 32).

⁶ Voir par exemple la *Carta de Patzcuaro* et les discours de clôture des 2e et 3e congrès de la CNPI (CNPI 1981a et 1981b); également la déclaration de la CNPI sur la nouvelle loi de « développement agricole » (CNPI: 1981c).

censée inclure en outre ... les Totonagues, puisqu'ils relèvent administrativement du même *Centro Coordinador*! Inutile de le dire, le CNPI ne rejoint présentement que certains secteurs scolarisés et son existence, tout comme celle des « conseils suprêmes », est ignorée de l'immense majorité des autochtones. La plupart du temps les revendications indiennes, lorsqu'elles s'expriment, doivent emprunter d'autres canaux : organisations paysannes, partis politiques, voire même l'Église.

Le succès — relatif — de la voie « légale et pacifique » dépend beaucoup du contexte politique qui règne dans les différents états de la République. Dans la région centrale, les autochtones ont remporté des victoires au plan des services de santé et d'éducation, de l'approvisionnement en denrées de base (là où la production locale est insuffisante) et de l'organisation sociale et économique. Par exemple, la *Tosépan Titataniské* (« Ensemble nous vaincrons ») regroupe présentement plus de 8 000 paysans nahuas et totonagues de l'état de Puebla et intervient dans les domaines de l'approvisionnement, de la commercialisation des produits agricoles, de la santé, de la modernisation des techniques de culture et même des travaux publics, en collaboration avec divers ministères et organismes para-publics⁷.

Dans les états d'Oaxaca et du Chiapas, par contre, le monopole du pouvoir politique qu'a exercé jusqu'à ce jour la classe des grands propriétaires terriens (*latifundistas*) et des intermédiaires commerciaux (*coyotes*) a bloqué toute réforme en profondeur : en conséquence, les revendications sociales et agraires débouchent régulièrement sur des affrontements politiques. Au Chiapas, des Indiens tzotzils, regroupés dans une organisation paysanne indépendante (la *Confederación Nacional « Plan de Ayala »*) doivent défendre les armes à la main leurs terres communautaires, face aux tueurs à gages des grands propriétaires; d'autres, qui réclamaient un juste prix pour leur maïs, ont vu leurs piquets de grève enfoncés par l'armée et leurs leaders emprisonnés. En Oaxaca, la petite ville zapotèque de Juchitan est occupée depuis trois ans par l'armée, après que le gouverneur ait relevé de ses fonctions la première administration municipale issue d'un mouvement populaire. Dans les deux états, les organisations autochtones, conscientes de ce que l'isolement signifierait pour elles la fin, recherchent et obtiennent des appuis extérieurs : non pas de la CNPI — pro-gouvernementale — mais des groupes politiques progressistes et des associations paysannes et ouvrières autonomes.

Malgré le contraste entre les deux situations, une tendance générale semble se dessiner dans le mouvement indien des années 80 : plutôt que le déclenchement de la guerre ethnique ou de classes (qu'on a pu déceler en Amérique centrale), au Mexique la lutte paraît s'orienter vers l'élargissement des espaces démocratiques nouvellement apparus. Par ailleurs, l'omniprésence de l'État-parti mexicain fait que les mouvements de revendication, qu'ils soient économiques, sociaux, ou ethniques, débouchent tôt ou tard dans l'arène politique.

Douze ans à peine après le « Premier Congrès indigène » qui réunissait au Chiapas quatre groupes mayas des hautes terres⁸, il est encore bien tôt pour que se perçoive clairement la trajectoire du mouvement indien du Mexique. La diversité des situations concrètes suscite pour l'instant des stratégies fort distinctes selon qu'on se trouve dans un contexte régional relativement démocratique ou dans les « bastions oligarchiques »

⁷ Je travaille présentement à une étude portant sur le développement de la *Tosépan Titataniské*, en tant que mouvement coopératif indigène.

⁸ Voir les Actes du congrès, dans *Recherches Amérindiennes au Québec*, XI, 1, 1981: 6-12.

du sud et du sud-est. En outre, nous avons vu que l'État, anticipant l'apparition d'un mouvement revendicatif d'ampleur nationale, a précipité la formation de la CNPI pour en mieux contrôler la direction, ce qui n'a certes pas favorisé l'émergence d'une problématique d'ensemble. Néanmoins, un phénomène nouveau est apparu, comme une vague de fond, irréversible : une population autochtone en pleine croissance démographique prend peu à peu conscience de son existence en même temps que de sa force. Ses actions ponctuelles débouchent sur la réclamation d'un plus grand contrôle de ses conditions d'existence, de son environnement, de la transmission de ses cultures.

RÉFÉRENCES

BARRE M.C.

1982 « Políticas indigenistas y reivindicaciones indias en América latina 1940-1980 »: 39-82, in Bonfil-Batalla *et al.*, 1982.

BONFIL-BATALLA G. (éd.)

1981 *Utopía y revolución*. Mexico: Nueva Imagen.

1981a « Utopía y revolución : el pensamiento contemporáneo de los indios de América latina »: 11-59, in G. Bonfil-Batalla (éd.), 1981.

BONFIL-BATALLA G. *et al.*

1982 *América latina : etnodesarrollo y etnocidio*. San José (C.R.): Ediciones de FLACSO.

CARPENTIER A.

1969 *Los pasos perdidos*. La Havane: Union Nacional de Escritores y Artistas Cubanos.

CONSEJO NACIONAL DE PUEBLOS INDIGENAS (CNPI)

1981a *Carta de Patzcuaro* (1975): 372-377, in G. Bonfil-Batalla (éd.), 1981.

1981b « Discurso de clausura del Tercer Congreso Nacional de Pueblos Indígenas » (1979): 383-388, in G. Bonfil-Batalla (éd.), 1981.

1981c « Declaración del Consejo Nacional de Pueblos Indígenas sobre la Nueva Ley de Fomento Agropecuario », *Boletín Informativo* (Agencia Latino-Americana de Información), 5: 137.

DEVERRE C.

1980 *Indiens ou paysans ?* Paris: Le Sycomore.

DIAZ-POLANCO H.

1978 « Indigenismo, populismo y marxismo », *Nueva Antropología*, 3, 9: 7-32.

DIAZ-POLANCO H. *et al.*

1979 *Indigenismo, modernización y marginalidad. Una revisión crítica*. Mexico: Juan Pablos.

EN COLLABORATION

1972 *De l'ethnocide*. Paris: Union Générale d'Éditions.

FAVRE H.

1982 « Capitalisme et ethnicité : la politique indigéniste au Pérou »: 79-92, in G.R.A.L. (1982).

GRUPE DE RECHERCHES SUR L'AMÉRIQUE LATINE (G.R.A.L.)

1982 *Indianité, ethnocide, indigénisme en Amérique latine*. Paris et Toulouse: Éditions du C.N.R.S.

- JULIN R.
1970 *La paix blanche*. Paris: Éditions du Seuil.
- LABROUSSE A.
1985 *Le réveil indien en Amérique latine*. Paris: Favre.
- LÉON-PORTILLA M.
1965 *Le crépuscule des Aztèques. Récits indigènes de la Conquête*. Paris: Casterman.
- MARINO-FLORES A.
1967 « Indian population and its identification »: 12-25, in R. Wauchope (éd.), *Handbook of Middle American Indians*, Vol. 6. Austin: University of Texas Press.
- MORIN F.
1982 « Indien, indigénisme, indianité »: 3-10, in G.R.A.L. (1982).
- OLIVERA DE VASQUEZ M. et B. Sanchez
1965 *Distribucion actual de las lenguas indigenas de Mexico, 1964*. Mexico: Instituto Nacional de Antropologia e Historia.
- RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC
1981 *Luttes indiennes en Amérique latine*, XI, 1.
- RIBEIRO D.
1979 *Les frontières indigènes de la civilisation*. Paris: Union Générale d'Éditions.
- SECRETARIA GENERAL DE PROGRAMACION Y PRESUPUESTO
1984 *Xe Censo General de Poblacion y Vivienda*. Mexico: Gobierno mexicano.
- VARESE S.
1975 « Les communautés tribales de la forêt dans la nouvelle politique péruvienne »: 375-404, in J. Copans (éd.), *Anthropologie et impérialisme*. Paris: Maspéro.
1982 « Restoring multiplicity: indianities and the civilizing project in Latin America », *Latin American Perspectives* 9, 2: 29-41.
- WACHTEL N.
1971 *La vision des vaincus*. Paris: Gallimard.
- WARMAN A. et al.
1970 *De eso que llaman antropologia mexicana*. Mexico: Nuestro Tiempo.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

« Démographie, culture, politique : la condition indienne au Mexique »

À l'image des trente millions d'autochtones que compte l'Amérique latine aujourd'hui, les Indiens du Mexique vivent dans des conditions extrêmement variées. Cette variation ne peut manquer d'avoir un impact sur la viabilité des projets alternatifs de société qu'élaborent les nouveaux mouvements indiens. L'ethnodémographie révèle non seulement des contrastes régionaux marqués, mais aussi les importants changements survenus récemment dans la définition de l'indianité.

« *Demography, Culture, Politics: Perspectives on the condition of Indians in Mexico* »

Like the rest of the thirty million natives found throughout Latin American, Mexican Indians live under extremely varied conditions. Such variation cannot help but affect the viability of alternative plans for the future proposed by the new Indian movements. Ethnodemography reveals not only marked contrasts between regions, but also noteworthy recent changes in the definition of « Indian-ness ».

**Pierre Beaucage
Département d'anthropologie
Université de Montréal
C.P. 6128, succ. A
Montréal (Québec)
Canada H3C 3J7**